

Paix au Proche-Orient: Rice «remuera ciel et terre» pour obtenir un accord



La secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice
Photo: AFP

Agence France-Presse
Washington

La secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice a promis mardi de «remuer ciel et terre» pour tenter d'obtenir un accord de paix israélo-palestinien avant le 20 janvier, date de la fin du mandat du président George W. Bush.

«Sachez (...) que jusqu'à ce que je quitte mon poste, je remuerai ciel et terre pour voir si nous pouvons enfin résoudre ce conflit », a déclaré Mme Rice lors d'une conférence sur les investissements et le commerce palestinien, organisée par la Chambre de commerce américaine.

A l'approche de «la fin de cette administration, je pense toujours que nous devons faire tous les efforts possibles dans le temps qui nous est imparti pour poser les fondations pour la

paix», a ajouté la secrétaire d'Etat.

«Et cela veut toujours dire que nous devons faire tout ce que nous pouvons avec les partenaires de la négociation pour qu'(ils) rejoignent la solution d'Annapolis», a poursuivi Mme Rice, aux côtés du Premier ministre palestinien Salam Fayyad et devant quelque 150 personnes.

«Cela voudrait dire trouver un accord entre ces parties avant la fin de l'année», a ajouté la secrétaire d'Etat.

M. Bush et Mme Rice avaient organisé la conférence de paix d'Annapolis (Maryland, est) en novembre 2007 qui avait relancé les négociations avec l'objectif affiché de parvenir à un accord en 2008.

«Le chemin est difficile, mais si nous n'essayons pas, nous n'y arriverons certainement pas», a déclaré Mme Rice, lors de cette conférence destinée à établir la sécurité économique nécessaire à la paix.

M. Fayyad, salué par Mme Rice pour ses réformes notamment en matière économique, a indiqué pour sa part qu'il souhaitait «célébrer le pouvoir du partenariat», y compris entre les secteurs publics et privés.

«Nous commençons à voir des aspects positifs sur le terrain», a-t-il dit, ajoutant que cela «renforce l'idée que nous sommes sur la bonne voie».

«Il ne s'agit pas de faire mieux fonctionner l'occupation, il s'agit d'y mettre fin», a-t-il déclaré.